L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 26 MARS

COMPAGNIE d'Assurance Mutuelle des Citoyens

SIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:—

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1866		$396,315 35
Primes d'incendie	$251,425 04	
Primes de mer	88,216 61	
Primes de rivières	56,673 70—	$396,315 35
Moins les risques non expirés.	$ 47,946 00	
Primes remboursées	2,942 00—	50,888 00
Montant net des primes		$335,427 29
Pertes payées:		
Pertes sur l'incendie	$102,194 92	
Pertes sur les mers	104,111 22	
Pertes sur les rivières	18,047 28	
	$224,353 46	
Réassurance	10,483 11	
Remboursements de vingt et de vingt-cinq pour cent	30,019 74	
Frais, les frais, les taxes de revenu intérieur, les profits et pertes, l'intérêt sur le scrip, l'intérêt en moins, etc.	31,261 21—	296,116 34
Bénéfice nets		$ 39,310 65
Montant net des primes le 30 nov. 1866		$335,427 29
Moins le montant sur lequel il a été remboursé vingt et vingt-cinq pour cent		176,666 30
Montant participant au bénéfice		$148,761 06
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Effets		$ 36,108 37
Primes en voie de perception		110,967 06
Placé en bons de banque		71,301 56
Prêts sur garanties		26,427 79
Prêts sur hypothèques		12,267 43
Placé en bons de chemins de fer		8,350 00
Placé en scrip de compagnies d'assurance		59,052 00
En caisse		20,300 22
		$346,775 28

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, Président.

H. CASTAREDE, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 17 décembre 1866.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividend scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant au bénéfice pour l'année expirée le 30 novembre 1866, dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de février prochain. Ils ont de plus résolu de payer six pour cent sur les certificats non encore payés, à partir du deuxième lundi de février 1866.

DIRECTEURS:

J. Lorber, A. Miltenberger,
A. Verlein De Gruy, J. Lemore,
Jhon Gauche, L. Grand,
Jas A. White, T. Avendano,
O. Gaillard, A. H. D'Mesa,
J. A. Brouse, F. Mathon,
A. Bidault.

Bureau, rue Carondelet, No 3.

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

TREIZIEME ETAT ANNUEL

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1867, y compris les primes non expirées de l'année précédente:		
Sur les risques d'incendie	$895,976 45	
Sur les risques de rivières	200,336 56	
Sur les risques de mer	337,231 32	
Total des primes		$1,433,479 86
En moins—Primes sur risques non-expirés le 31 mai 1867	$234,182	
Primes remboursées	25,956 39	230,137 39
Montant net des primes le 31 mai 1867		$1,183,342 87
Pertes payées pendant l'année:		
Sur les risques d'incendie	$311,223 98	
Sur les risques de rivières	199,719 48	
Sur les risques de mer	278,627 60	
	$789,570 92	
Taxes	58,650 97	
Ré-assurances.—Dépenses; Profits, pertes, moins intérêts	82,302 44	$930,333 91
Bénéfice net		$256,818 64
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Propriétés foncières		$159,617 97
Effets garantis par hypothèques		401,980 19
Effets garantis par nantissements		100,007 40
En caisse		74,750 35
Actions de banques et de chemin de fer		142,735
Primes en voie de perception		95,629 88
Bons de la Ville		56,020 00
Effets à recevoir		113,391 76
Scrips de Compagnies d'Assurance		36,715
Actions du Dry Dock Valletti		15,000
Actions de la Presse "Levee Steam"		5,000
Actions du "Marine Dry Dock"		3,950
Actions de "Merchants Ex-Exchange"		1,000
Actions du "Lightering Wrecking Co"		1,000
Bons de l'Etat		1,600
Total		$1,406,416 43
En moins—Intérêts non réclamés, et intérêts à payer en juillet prochain sur tous les scrips	$95,264 13	
Cinquante pour cent sur le capital du scrip de 1859, payable en juillet	39,548 00	
Primes non encourues non terminées le 31 mai 1867	234,182	$373,994 1
Actif net		$1,027,421 81

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

PAUL FOURCHY, Secrétaire.

JOHN PEMBERTON, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 6 juin 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge-de-Paix.

A une Assemblée des Directeurs tenue le 6 juin 1867, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip, de Vingt pour Cent sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrips seront émis le premier lundi de juillet prochain. Il a été aussi résolu de payer, le Second Lundi de Juillet prochain, TRENTE POUR CENT SUR LE CAPITAL DU SCRIP DE 1859 et Six pour Cent d'intérêts sur tous les scrips émis par la Compagnie.

— Directeurs. —

John Pemberton, M. Puig,
Chs. Sagory, David McCoard,
Pierre Fouta, P. Maspero,
S. Q. Reif, L. T. Généres,
J. J. Fernandes, J. Morgan Hall,
E. Dupasseur. Juin—8

DIX-HUITIEME ETAT ANNUEL DE LA Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

23 MAI 1867.

Les Directeurs, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1867:

Primes d'incendie dans l'année	$396,093 01	
Primes de mer dans l'année	160,885 66	
Primes de rivières dans l'année	284,577 35	
Total		$841,556 02
Total net des primes		$756,734 54
Pertes par l'incendie	$119,488 49	
Pertes sur mer	124,502 47	
Pertes sur les rivières	287,937 02	
Taxes	33,669 44	
Profits et pertes, réassurances, escompte au lieu de scrip, intérêt, frais généraux, escompte	151,921 29	—708,529 70
Bénéfice net		$48,204 83
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Effets à recevoir	$ 40,154 78	
Prêts sur bons et hypothèques	82,843 33	
Prêts sur garanties et actions	22,596 98	—145,595 09
Scrip étranger et du pays, compte de scrip		46,166 68
Propriété foncière		79,000 00
En caisse		135,118 97
Bons consolidés 6 p. c.	$30,000 00	
Bons de la ville	96,580 00	
Actions de banques	175,677 17	
Valetti Dry Dock Company	12,000 00	
Bourse des Marchands	1,000 00	
Compagnie d'allège et de sauvetage de la Nlle-Orléans	500 00	—315,757 17
Pour primes en voie de perception		79,376 44
Actif		$792,014 35
La Compagnie possède également:		
Billets et bons suspendus		$436,385 21
Compte de scrip forfait		7,853 54
Intérêt non réclamé		9,295 58

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.

HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

PAROISSE D'ORLEANS,
Ville de la Nlle-Orléans.

Assermentés et souscrit pardevant moi, ce 22 mai 1867.

G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie payera un intérêt de SIX pour cent, comptant, sur les certificats non encore payés de scrip, aux porteurs des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont en outre déclaré un dividende scrip de VINGT pour cent sur les primes ayant droit à la participation, pour l'année expirée le 30 avril 1867. Il sera émis des certificats pour le dit dividende, à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.

—DIRECTEURS—

John Watt, A. G. Ober,
C. T. Buddecke, J. Norman Jackson,
Samuel B. Newman, A. Thomson,
P. H. Foley, P. Simms,
William Edwards, John Phelps,
L. F. Spyker.

WOOLVERTON & BA RRINGER vs JAMES HILL.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17,792—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt huit de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit: [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

25 fév—2, 4, 12, 20, 28 m.

LAFITTE DUFILHO & CO. vs PETER McDERMOTT.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 18,387.—En vertu d'un writ de saisie et vente adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le JEUDI deux d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit: [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

1er mars—1, 19, 18, 27—2 avril

ANNONCES PARISIENNES Publiées par M. H. GAILLARDET, No 21, rue TRÉVISE, PARIS.

EAU DE MÉLISSE DES CARMES DE BOYER

14, RUE TARANNE, A PARIS. 14, RUE TARANNE, A PARIS.

PREVIENT et guérit: MAL DE MER, apoplexie, vapeurs, vertiges, faiblesses, syncopes, évanouissements, léthargie, palpitations, coliques, maux d'estomac, indigestions, piqûres de MOUSTIQUES, MARINGOUINS et autres insectes. Elle fortifie les femmes au travail, préserve du mauvais air et de la peste; cicatrise promptement les plaies, guérit sangsues, humeurs froides, etc. (Voir le prospectus.)

Cette Eau, dont les vertus sont connues depuis plus de deux siècles, est la seule autorisée par le gouvernement et la Faculté de médecine, sous les yeux de laquelle elle a été fabriquée.

Divers jugements et arrêts obtenus contre les contrefacteurs consacrent à M. BOYER la propriété exclusive de cette Eau, et reconnaissent avec la Faculté de médecine, sa supériorité.

A Paris, 14, rue Taranne—Dépôt central à la Nouvelle-Orléans chez MM. MAUNSELL et BOGEL, 43 Magazine chez M. DUCONGE, droguistes.—A New York chez M. J. MILHAU et Cie.

INJECTION BROU HYGIENIQUE infaillible

ET PRESERVATRICE. La seule guérissant sans rien lui adjoindre. Se trouve dans les principales phar. de l'univers. A PARIS, chez l'inventeur BROU, rue Lafayette, 123 et boulevard Magenta.

Médaille d'OR à Prix de 16,600 fr.

QUINA LAROCHE Ferrugineux

BIEN SUPÉRIEUR AUX VINS ET SIROPS.

Cet ELIXIR TONIQUE et FÉBRIFUGE contient sous un petit volume la réunion complète des principes des trois quinquinas. Ni trop vineux, ni trop sucré, il est aussi agréable qu'efficace, convient aux natures délicates ou affaiblies; il modifie très vite l'anémie, la chlorose, les gastralgies, dyspepsie, épuisement, manque d'appétit, et toutes les affections fébriles.

QUINA LAROCHE iodé; dito ferrugineux DEPOT A PARIS, 15, rue Drouot.

NLLE-ORLEANS, chez M. SCHWAB, pharmacien, rue de Chartres, 127, 129; chez MM. MAUNSELL et BOGEL, rue Magazine; chez M. DUCONGE, droguiste, et dans toutes les pharmacies.

SEIZIÈME ETAT ANNUEL.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Home, de la Nlle-Orléans.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 31 décembre 1867:

Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1867, y compris les risques non expirés de 1866		$321,590 00
Primes sur les risques de mer	$ 42,002 34	
Primes sur les risques de rivières	107,250 23	
Primes sur les risques d'incendies	172,337 43	
		$321,590 00
En moins: primes remboursées	1,599 90	
En moins; primes sur risques non expirés en 1867	39,851 00	
		41,450 1
Montant net des primes de l'année expirée le 31 décembre 1867		$280,139
Pertes payées dans la même période:		
Sur les risques de mer	26,960 74	
Sur les risques de rivières	109 626 94	
Sur les risques d'incendies	30 297 46	
	166,085 14	
Réassurances	12,947 33	
Dépenses, taxes, intérêt de scrips, etc., moins escompte et intérêt	38,708 31	
		$217,740 78
Restant		62,398 32
Vingt-cinq pour cent et quinze pour cent remboursés au lieu de scrip		57 391 22
Réservé pour pertes non payées		5,007 10
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
347 bons de la ville de la Nlle-Orléans, de $1,000 chaque		347,000 00
35 bons de l'Etat de la Louisiane, de $1,000 chaque		35,000 00
36 bons de l'Etat de la Louisiane, de $500 chaque		18,000 00
68 bons de la Cie. de l'Hôtel St-Charles, de $1,000 chaque		68,000 00
80 bons 5-20 des E. U., de $500		40,000 00
5 actions de la Cie. du Dry Dock Valletti, de $1,000		5,000 00
800 actions de la Banque de la Nlle-Orléans, de $50 chacune, évaluées à $30	24,000 00	
650 actions de la Banque de l'Union de la Nlle-Orléans, de $75 chacune, évaluées à $50 chaque	32,500 00	
845 actions de la Banque du Canal, de $50 chacune, évaluées à $50	42,250 00	
500 actions de la Banque Mechanics' and Traders, de $50, évaluées à $50 chaq.	25,000 00	
125 actions de la Banque Crescent City, de $50 chaque, évaluées à $15 chacune	1,875 00	
100 actions de la Banque des Marchands, de $30 chaque évaluées à $15 chacune	1,500 00	
		$127,125 00
En caisse		51,693 50
Propriété foncière au No 78 de la rue du Camp		50,000 00
Prêts garantis		62,415 00
Effets à recevoir	12,745 59	
En moins; mauvais et douteux	6,544 14	
		6,201 45
Comptes non encore payés et en voie de perception	70,056 62	
En moins: mauvais et douteux	10,211 65	
		59,844 97
Scrips d'autres Compagnies d'assurance		8,444 00
Total de l'actif		$878,724 02

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

ALFRED MOULTON, président.

A. W. HUNTER, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans,
Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 14 janvier 1868.

PARIS CHILDRESS, Deuxième juge de paix.

Les Directeurs ont résolu de payer six pour cent comptant sur tous les certificats de scrips en cours, payés aux porteurs légaux des dits certificats, à partir du deuxième MARDI de février prochain et il est de plus:

Résolu qu'en vue de la dépréciation de l'actif de la Compagnie, les émissions de scrips de 1858, 1859, 1860 et 1861, sont par les présentes appelées conformément à la Charte pour une réduction de vingt-cinq pour cent sur chaque émission; que lesdits scrips seront livrés pour la réduction sur le paiement de l'intérêt annuel, ainsi qu'il est déclaré par une résolution de cette direction adoptée aujourd'hui.

ALFRED MOULTON, président,
Wm. M. PERKINS, vice-président,
A. W. HUNTER, secrétaire.

—DIRECTEUR—

E. K. CONVERSE, B. P. ETHELL,
ROBERT HARE, JOS. N. ISENHOUR,
JOS. HOY, J. H. LUDWIGSEN,
ALFRED MOULTON, A. H. MAY,
J. M. ALLEN, JNO. T. MOORE,
JNO. C. ROGERS, W. M. PERKINS.

17 janv—1m

CHARTE. CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce 31e jour de janvier mil huit cent soixante huit et la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant nous, EDWARD IVY, notaire public, dans et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et ayant qualité, en présence des témoins ci-après nommés et dont les signatures sont ci-dessous apposées, se sont présentées les personnes ci-après nommées, et qui ont signé ci-dessous, lesquelles ont déclaré que, profitant des lois de la Louisiane relativement aux corporations dans cet Etat, elles sont convenues de se former et de former ceux qu'à représentent en une corporation dans le but et sous les règlements qui suivent:

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la **Compagnie du chemin de fer d'Orléans.**

ARTICLE II.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être ou est, par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes fixé à trois cent mille ($300,000) piastres représentées par trois mille actions de cent piastres. Il devra être payé cinq pour cent sur chaque souscription, à la signature de ces articles; le reste sera payé à l'époque et en tels montants et versements qu'ordonnera la Direction, pourvu qu'il ne soit pas exigé plus de dix (10) pour cent de la dite souscription et que l'appel de fonds ne sera pas fait plus souvent qu'il ne faut dans les trente jours. Si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer ses paiements ponctuellement à échéance, il pourra être ajouté à la somme due un intérêt de huit pour cent l'an, de l'échéance à parfait paiement; et si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer soit un des versements dans les trente jours qui suivront l'appel, la Direction aura le droit de faire vendre ses actions au porteur, de vendre, à l'enchère publique ou autrement, après dix jours d'avis du dit souscripteur ou de faire par un subséquent les lesquelles le montant est dû.

ARTICLE V.

La dite corporation assume, par les présentes, toutes les obligations de F. Mooney et Co, principaux, et Geo W. Hynson, B. Marcarty, L. E. Lemarié et B. Saloy, cautions, dans le contrat et l'achat de droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Canal, Dauphine, Dumaine et Rampart, passé pardevant William J. Castel, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 3 juillet 1867 et par acte passé pardevant V. O. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 17 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer d'après les plans et les cahiers de charges, dans le temps et de la manière indiquées dans les dites ordonnances; de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées ou y contenues.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer ses opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qui se composera d'un char dans un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés; le capital pourra être porté à une somme quelconque n'excédant pas cinq cent mille piastres avec le consentement des actionnaires représentant les deux tiers des actions, lequel consentement devra être obtenu dans une assemblée générale convoquée après trente jours d'avis. Toutes les fois qu'une augmentation du capital sera demandée après ledit, il en sera donné avis, pendant au moins trente jours dans deux journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et, dans l'intervalle, les actionnaires auront le droit de prendre des actions additionnelles en proportion du montant de leurs actions. Toutes les actions qui n'auront pas été prises à l'expiration de cet avis pourront être vendues par les Directeurs au profit de la société, mais ces actions ne devront pas être vendues au-dessous du pair.

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être confiés à une Direction composée de sept personnes qui devront, chacune, posséder au moins vingt-cinq actions, dont deux mille cinq cent ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants, George W. Hynson, D. B. Macarty, B. Saloy, L. E. Lemarié, F. Mooney, George Clark et Felix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs, qui, dans une première réunion, éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs qui seront choisis ainsi que le déclare l'article onze.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1868 et, tous les ans après cette époque, une élection de sept Directeurs, par les actionnaires, aura lieu, au bureau de la Compagnie, et il en sera donné avis, pendant au moins deux semaines, dans deux journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (en comptant un vote par chaque action qui aura été donné) suffira à élire les Directeurs, et, à leur première réunion après leur élection devront élire l'un d'entre eux Président, qui sera la Direction; c'est à lui que devront être remis tous les actes. Le Président devra être élu par une majorité de toute la Direction, et, en cas de sa mort ou absence ou en cas de démission, ou de refus d'agir, ou autrement le Vice-Président, devra agir à sa place. Le Bureau des Directeurs aura le pouvoir de remplir les vacances qui pourront survenir dans son sein par une élection; le Président devra avoir le droit de voter et, en cas de partage, d'exercer deux votes, ainsi que le déclare le présent article. Toutes les élections seront faites au scrutin et les directeurs élus ainsi qu'une autre élection quelconque.

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum, et une décision de la majorité sera un acte valide de corporation. Les Directeurs auront plein pouvoir d'acheter et de vendre, et ils sont, par les présentes, autorisés à acheter et à vendre les propriétés foncières, et autres propriétés dont la Compagnie pourrait avoir besoin.

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou moins, devra nommer son remplaçant, pourvu que ce dernier ait, en son nom propre, au moins vingt cinq actions de la Compagnie; pourvu, en outre, que le dit remplaçant soit élu par les Directeurs.

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents et pourront les destituer à leur gré. Ils fixeront les salaires de tous les officiers de la Corporation et le montant des cautionnements à exiger des dits officiers et agents. Ils pourront déléguer à des comités formés de membres de la Direction ou à leurs officiers ou agents, les pouvoirs qu'ils jugeront convenables pour les affaires ordinaires de la compagnie; déléguer aussi les pouvoirs dans les limites et hors des limites de l'Etat, aux conditions qu'ils jugeront convenables. Ils auront le pouvoir de faire des règlements et les amender toutes les fois que les intérêts de la Compagnie l'exigeront. Ils auront le pouvoir de remplir les vacances qui pourraient survenir dans la Direction. Ces vacances pourront être déclarées pour cause de mort, démission, manque du nombre d'actions voulu, faillite ou absence sans permission pendant plus de trois mois, successivement.

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions seront ouverts et tenus, sujets aux restrictions des règlements. Tous les transferts d'actions devront être faits sur les livres et signés par l'actionnaire ou son avocat. Les Directeurs pourront fermer les dits livres aussi souvent que cela sera convenable ou nécessaire, mais pendant dix jours au plus, chaque fois. Si un souscripteur devait transférer aucune de ses actions avant d'avoir payé le montant, il devra être permis de le faire par un substitut satisfaisant les Directeurs.

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé, ne devra pas dissoudre cette Société, mais les Directeurs qui seront alors en place continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'une autre élection ait lieu, et il devra être ordonné par la Direction immédiatement, ainsi qu'il est dit dans l'article 12.

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou dans d'autres buts, aura droit, de voter par lui-même ou par procuration, à un vote pour chacune de ses actions, pourvu qu'aucun actionnaire ne votera en son nom, sur plus de trois cents actions ou ne donnera plus de trois cents votes, et pourvu qu'aucune des actions ne vote au moins au moins avant le jour du vote.

ARTICLE XIX.

Deux associés dont la souscription est au nom de la maison de commerce dont ils sont membres ne pourront être élus en même temps Directeurs de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire, et vérifié par le Président. Le Président et le Secrétaire devront signer tous les billets, traites, chèques, certificats d'actions, contrats et autres preuves de dettes de la corporation.

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société par des amendements quelconques de la loi, en vertu de laquelle la Société est formée, ou par l'adoption d'une autre loi ou ordonnance quelconque de la Législature ou de Conseil de ville, mais toute acceptation de ce genre ne sera valide que lorsqu'elle aura été ratifiée par la voix d'une majorité (en montant d'actions) des actionnaires.

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires à une assemblée convoquée à cet effet, après soixante jours d'avis dans deux des journaux publiés à la Nouvelle-Orléans.

Les dits liquidateurs devront être des personnes solvables, résidant en cette ville et ne devant pas à la Société; la durée de leurs fonctions sera fixée et ils auront tout pouvoir de liquider; et leur rémunération seront fixés de la manière que les actionnaires pourront décider, par de résolutions, à une assemblée générale convoquée à cet effet.

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à ce acte sont déclarés être ainsi qu'il suit:

Felix Labatut, Jacob Newhauser,
Arthur Déjan, Henry Larquié,
Alfred Rousseau, B. et A. Soulié,
Victor Frados, Henry Tate,
B. H. Schmidt, Jas. Deeban,
J. Ségussia, Pierre Abadie,
Chas E. Schmidt, C. de Lesene,
Paul E. Théard, Florville Foy,
F. Mooney, Jos. Hernandez,
H. St Armant, A. L. St-Cyr,
L. E. Lemarié, Geo. W. Hynson,
B. Saloy, D. B. Macarty,
George Clark, et autres.

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ici indiqués en premier lieu.

L'original est signé.

G. A. Kemper, Edward Ivy,
F. McC. Swain. Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, le 31 janvier 1868.

EDWARD IVY, Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lne. certifie que la susdite Charte a été inscrite aujourd'hui, à mon bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 47, 48, 49, 50, 51 et 52.

A. DUCATEL Jr., Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.

4 fév—5, 1po

ERNEST VOLKMANN vs T. H. ECK.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 20,888—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le LUNDI, trente de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, mesurant trente deux pieds de face à la rue Montégut, sur cent pieds de profondeur entre celles de Craps et d'Amour.

Ensemble avec la jolie maison qui y est construite, ayant deux chambres, galerie devant et derrière, et deux cabinets, cuisine de deux chambres, hangar, cave, lieux d'aisance &c. et un joli jardin sur la façade.

La maison porte le No 112 sur la rue Montegut.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

fé v—27—6 14 21 29

JOSEPH D. WEAVER vs THEOPHILE ANFOUX.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 18,026—En vertu d'un writ de saisie et vente adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Charles Bienvenu, ci-devant shérif, transféré par lui à Henry T. Hays, ci-devant shérif et par ce dernier à moi transféré, je procéderai le MARDI quatorze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Baronne, de la Commune, Carondelet et du Canal, désigné par le numéro Un, d'après un plan dressé par A. S. Phelps, autrefois arpenteur, en date du 19 mai 1848 et déposé en l'étude de L. T. Caire, alors notaire public en cette ville.

Ledit terrain ayant une façade de vingt et un pieds six pouces et quatre lignes sur la rue Baronne, cent trente pieds sur une ligne qui le sépare d'une allée commune, vingt et un pieds neuf pouces et quatre lignes, derrière sur une ligne qui le sépare d'une autre allée commune, et cent trente trois pieds six pouces et cinq lignes sur la ligne limitrophe au Numéro deux.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en fit de L. A. Garidel, suivant acte au rapport de P. Lacoste, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 1er septembre 1857.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13mars—13, 21, 29—5 14 av

Henri Pinesan vs Auguste Mannessier.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No. 24 212—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le MARDI, vingt-et-un d'avril, 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Deux certains terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de Canal, Philippa, de la Commune et Baronne, désignés par les numéros Treize et Quatorze.

Le No Treize mesure vingt-six pieds, deux pouces et quatre lignes de face à la rue Philippa trente-neuf pieds six pouces et deux lignes de profondeur et face sur une allée courant, de la rue Philippa à la rue Baronne, quarante-deux pieds dix pouces de profondeur sur la ligne limitrophe du No Vingt-six et vingt-six pieds de largeur dans le fond.

Le No Quatorze mesure vingt-cinq pieds de face sur l'allée sus-dite, sur vingt six pieds de profondeur.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

La dite propriété est sujette à un bail qui expire le 7 de novembre 1870, à raison de $240 par an, ainsi qu'il appert de l'acte au rapport d'Abel Dreyfous, notaire public en cette ville, en date du 7 de novembre 1867.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

21 mars—29, 7 15 21 avril

WILLIAM S. TOOLE & Co vs EMILE ROQUES.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans, No 21,750—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI quatorze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de l'Esplanade, du Quartier des Remparts et Bourgogne, désigné par le numéro Deux, d'après un plan dressé par Pilié et De Pouilly, ingénieurs civils, daté du 3 mars 1866, et déposé en l'étude d'Adolphe Boudousquié, ci-devant notaire public en cette ville.

Ledit terrain mesure trente-et-un pieds onze pouces cinq lignes de face à la rue de l'Esplanade sur une profondeur de cent sept pieds huit pouces et une ligne limitrophe du No Un et une profondeur de cent sept pieds huit pouces sur la ligne du côté de la rue des Remparts et trente et un pieds onze pouces et cinq lignes derrière.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite des héritiers de la dame Marguerite-Caroline Deslondes, décédée épouse de Gustave Toutant Beauregard, suivant acte au rapport d'Adolphe Boudousquié, en date du 17 mars 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

13 mars—13, 21, 29—5, 14 avr

Edward Murphy vs Henry Cassidy.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 24 686—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, treize d'avril 1868 à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Gelvez, Johnson, de la Commune et Poydras, désigné par le numéro Trois dans l'îlet No. Quatre, de la Municipalité No. Deux, d'après un plan dressé par Joseph Pilié, ci-devant voyer de la Ville, en date du 17 novembre 1840 et déposé en l'étude de David L. McCay, alors notaire public en cette ville, et à une copie duquel dressé par C. A. Hedin, architecte et ingénieur civil, le 16 mars 1851 et déposé, dans ce dernier, en l'étude de Michel Heron, notaire public en cette ville.

Ledit terrain mesure vingt-cinq pieds de face à la rue Gelvez, quatre vingt-dix pieds de trente pieds deux pouces et six lignes de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en fit du Bureau de Surveillance de la Cie de Bienfaisance de Lafayette, suivant acte au rapport dudit notaire Heron, en date du 1er avril 1851.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

12 mars—12, 21, 29—6, 12 avril

E. A. PATTERSON vs la ville de la Nouvelle Orléans

Le même vs la même.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—Nos 17,852 et 17,853—En vertu de deux writs de fieri facias, à moi adressés par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI onze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans l'îlet borné par les rues St-Charles, Lafayette, Carondelet et Girod, mesurant quarante-neuf pieds de face à la rue St-Charles sur une profondeur de cent vingt-sept pieds, dans la rue Lafayette, désigné par le numéro vingt-huit, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent [illegible].

Saisie dans les affaires ci-dessus.

Conditions comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13 mars—15, 21, 29—avril 5, 14

P. MARSOUDET vs. HELOISE BOUDOUSQUIE.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 24,431—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le samedi vingt huit de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Bourgogne, Ste-Anne, Du Maine et Dauphine, ayant, mesure américaine, trente-deux pieds de face à la rue Bourgogne, sur quatre-vingt-seize pieds sept pouces de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges et servitudes y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient à la défenderesse au moyen de l'acquisition qu'elle en a faite d'Alfred Marsoudet, suivant acte au rapport d'Octave Morel, notaire public en cette ville, en date du 24 mai 1867.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

25 fév—4, 12, 20, 28 mars

Duncan Mc Neil vs James Hill.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,020—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, onze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Une certaine portion de terre située dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de l'Annonciation, Première, Laurel et Deuxième, composée de la totalité du terrain désigné par le Numéro Vingt-Trois, et de la moitié longitudinale du terrain désigné par le numéro Vingt-deux, conformément au plan déposé en l'étude de J. E. Jarreau, ci-devant notaire public en cette ville.

Le dit terrain et la dite moitié de terrain mesurent ensemble trente-sept pieds six pouces de face à la rue de l'Annonciation sur cent vingt pieds cinq pouces de profondeur entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges et servitudes y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en fit de Charles M. Conrad suivant acte au rapport du dit notaire Jarreau, en date du 1er mai 1850.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

11 mars—11, 18, 27—av 3 11

LUTHER HOLDSWORTH vs HENRY MANN.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 19,962—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, onze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

UN TERRAIN situé dans l'îlet borné par les rues Vine, Willow, Cypress et Lafayette, dans le Premier District de cette ville, étant désigné par le numéro Quatorze, suivant plan dressé par Louis H Pilié ci-devant voyer, le 13 de novembre 1841, et déposé en l'étude de F. P. Théard, alors notaire de la ville, sous le No 9 du Livre de Plans

Le dit terrain mesure trente-et-un pieds trois pouces de face à la dite rue Cypress, sur quatre vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles, mesure américaine.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en fit de W. L. Poole, notaire public en cette ville, en date du 26 de juillet 1860.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

11mars—11, 18, 27, 3, 11avril

LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS, pour l'usage et au profit de, &c., FRANCIS MARTIN subrogé, vs. JOHN LAWRENCE GUBERNATOR.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No. 19,548.—En vertu d'un alias writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-huit de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

TROIS CERTAINS TERRAINS situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par l'Avenue St-Bernard, les rues Annette, Villeré et Robertson, et désignés par les numéros Deux, Trois et Six, suivant plan dressé par Louis H. Pilié, voyer de la ville, en date du 8 mars 1859 et déposé pour recours en l'étude de [illegible].

Les dits terrains mesurent contigus et ayant les dimensions suivantes, savoir:

Le No Deux trente-quatre pieds huit pouces et deux lignes de face à l'Avenue St Bernard, trente-deux pieds trois lignes sur la ligne derrière, sur une profondeur de cent vingt et un pieds deux pouces et sept lignes, sur la ligne limitrophe au No Un, et de cent huit pieds quatre pouces et six lignes sur la ligne de l'opposé;

Le No Trois, trente-quatre pieds huit pouces et deux lignes de face à l'Avenue St Bernard, trente-deux pieds et deux lignes derrière; sur une profondeur de cent huit pieds quatre pouces et six lignes sur la ligne limitrophe au No Deux et de quatre-vingt-quinze pieds et un pouce sur la ligne de l'opposé;

Et le No Six, contigu aux susdits, derrière, trente-deux pieds de face à la rue Robertson, sur une profondeur de quatre-vingt-seize pieds et sept lignes, entre lignes égales et parallèles.

Ensemble avec toutes choses y appartenant.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

26 fév—28; 5, 13, 22, 28

JOHN HENDERSON vs JNO. T. CLAIBORNE.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 19,678—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI six d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Une certaine PORTION DE TERRE située dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet numéro Deux borné par les rues Philip, Première, Howard et Locust, et faisant partie des terrains désignés par les numéros Trois et Quatre, d'après le plan dressé par L. H. Pilié, ci-devant voyer, le 13 d'avril 1859, déposé en l'étude de E. Bouny, notaire public en cette ville. Ladite portion de terre mesure quatre-vingt-huit pieds de face à la rue Philip, à partir de la rue Première, quatre-vingt-dix-sept pieds cinq pouces de profondeur du côté de la rue Howard et quarante-cinq pieds de profondeur sur la ligne latérale du côté de la rue Jacobs et cinquante et un pieds onze pouces sur la ligne du fond limitrophe du No Deux dudit îlet, suivant plan au rapport de J. W. Breedlove, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 29 mars 1866.

Ensemble avec toutes les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du demandeur, suivant ledit acte au rapport dudit notaire Breedlove, en date du 28 mars 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions: 1o. la somme de trois cents piastres ($300), montant de la réclamation du demandeur, avec intérêt sur icelle, au taux de six pour cent l'an à compter du 28 mars 1866 jusqu'au 28 mars 1867, et après cette dernière date à huit pour cent l'an jusqu'au jour de la vente trois piastres et cinq cents ($3.05) frais de copie d'acte et les frais d'instance, comptant au moment de l'adjudication; 2o. L'excédant (jusqu'à concurrence du montant de l'enchère) le paiement d'un billet de pareille somme de trois cents piastres ($300), par lui souscrit à son propre ordre et par lui endossé, daté du 28 mars 1866 et payable à deux ans après date, garanti par hypothèque sur la propriété susdécrite, portant intérêt au taux de six pour cent de date jusqu'à échéance, et après échéance au taux de huit pour cent l'an jusqu'à parfait paiement; —3o. Et la balance du prix d'adjudication, s'il y en avait, comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

6 mars—13, 24, 31; av 5

PETER WILLIAMS vs ses créanciers, pour un atermoiement.—No 24,376

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—Les créanciers de Peter Williams sont, par le présent, notifiés d'avoir à comparaître en l'étude de MM. Hero & Jones, notaires en cette ville, lundi le onze jour d'avril 1868, à dix heures du matin, à l'effet de prendre en considération la demande du dit Williams, pour un atermoiement. Il est ordonné que toutes procédures ultérieures contre sa personne et ses biens sont suspendues.

Par ordre de la Cour.

D. C. BYERLY. Greffier

25 mars—25, 30—4 av

SUCCESSION DE FEU FREDERIC ANTOINE WEINBERG, décédé.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17,625—En vertu d'un décret rendu le 13 de février 1868, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, contre Jules Labatut en faveur des héritiers de F. A. Weinberg, je procéderai le MARDI, sept d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un certain terrain désigné par le numéro Un d'après un plan dressé par A. Hedin et E. Schubarth, architectes, le 17 de février 1854 et déposé en l'étude d'Ad. Mazureau, notaire public en cette ville.

Le dit terrain est situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet compris par les rues Royale, de Chartres, St Philippe et Dumaine mesurant vingt pieds une pouces de face à la rue Royale sur une profondeur de cent quarante-deux pieds onze pouces et six lignes sur la ligne limitrophe du numéro Deux et de cent quarante-trois pieds neuf pouces sur la ligne, et il se trouve à la distance de vingt-et-un pieds neuf pouces.

Ensemble avec la maison de résidence en briques à trois étages et autres améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au dit Jules Labatut au moyen de l'acquisition qu'il en fit des héritiers S. Kohn, suivant acte en date du 28 mars 1854.

Conditions, comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

12mars12 29—7 15 21 avril

La dame A. EAST vs le Dr A. L. EAST, son époux.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 18,990—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MERCREDI, premier d'avril 1868 à 4½ heures P. M., sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de:

Le fonds d'un magasin de chapeaux, situé rue St Charles, près celle de la Commune, dans le Premier District de cette ville, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Aussi—tous les droits titres et intérêts du défendeur au bail du magasin No 52 rue St Charles, étant la moitié du côté de la rue de la Commune, ledit bail étant pour deux années à compter du 1er novembre 1866, à raison de $1,671. 50 l'an.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication, excepté le bail qui sera sujet au loyer à son échéance, et la balance du prix, s'il y en avait, comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

21 mars—21, 24, 27, 29—av 1

D. LOPEZ vs LEWIS NEWSTEDT & F. C. LACROIX.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 24,614—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le JEUDI, deux d'avril 1868, à 10 heures du matin, sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de:

Le fonds, l'installation et les machines, etc. etc. de la confiserie située à l'angle des rues de Chartres et Conti, dans le Deuxième District de cette ville, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

21 mars—21 24 27 30—2 avril

HEADQUARTERS FIFTH MILITARY DISTRICT, New Orleans, La., March 11, 1868.

Special Orders No. 55.

EXTRACT.

* * * * *

3. WHEREAS, A Convention recently assembled at New Orleans, La., in compliance with Special Orders No. 166, from these Headquarters, dated October 21, 1867, did, in pursuance of the acts of Congress mentioned in said order, proceed to frame a Constitution and civil government for the State of Louisiana; and

WHEREAS, The acts of Congress provide that the election for the ratification of said Constitution, shall be conducted by the officers or persons appointed or to be appointed by the Commanding General; said election will be held in the State of Louisiana, from 7 A. M. to 7 P. M., on the 17th and 18th days of April, 1868, at which the registered voters of said State may vote for or against the Constitution submitted to them by said Convention.

I. Commencing fourteen days before the election, Boards of Registrars will, after having given reasonable public notice, revise at the places where the Boards are in session, for a period of five days, the registration lists, and upon being satisfied that any person not entitled thereto has been registered, will strike the name of such person from the list. The Boards will also, during the same period, add to the registry the names of all persons who at that time possess the qualifications required by law, and who have not been registered. See sec. 7, Supplementary Act of July 19, 1867.

Upon completion of the revision of registration, the Board of Registrars will immediately proceed to make up their precinct poll books—for this purpose they will use the precinct books used at the last election, making the necessary corrections. They will also forward to these Headquarters a tabular statement, giving the number of persons registered (white and colored) during the revision; the number rejected (white and colored); the names of the persons refused registration and stricken from the rolls, will be given with statement showing the causes therefor.

II. The polls will be opened at every voting precinct in each Parish at the places designated by law. No person will be allowed to vote whose name does not appear on the registry list. The election will be by ballot. Those voting in favor of the Constitution shall have written or printed on the ballots by which they vote as aforesaid, the words, 'For the Constitution,' and those voting against the Constitution shall have written or printed on such ballots the words 'Against the Constitution.' Each ballot presented by a colored voter will be marked "Colored" by one of the Judges of election. Poll books will be kept of the names of the voters as at ordinary elections in the State. As each voter presents his certificate one of the Judges will endorse on it "Voted," with the date, and signed by one of the Commissioners.

III. The Boards of Registration of each Parish, will be superintendents of, and will conduct the election, and will see that all the necessary preparations are made for properly conducting the same; that due and sufficient notice is given of the time and object of the election, Commissioners appointed, proper ballot boxes prepared, etc.

If, from any cause, any of the Registrars of a Parish fail to perform the duty incumbent upon them, either at the revision directed in Paragraph I, or at the election, their places will be filled by the Clerk of the District Court, or Recorder of the parish or Assessor of the parish Court in the order named, provided they can qualify according to law. If vacancies cannot be thus filled, the remaining portion of the Registration Board will fill them with persons who can duly qualify, notifying this office of the same.

IV. The election at each precinct will be presided over by the three commissioners, who will be sworn in the same manner as the Registrars.

Should only two of the commissioners be present, they shall appoint a third; should only one be present, he shall appoint another, and they together shall appoint a third.

To carry out this, commissioners are authorized to administer the required oath.

V. At the close of the election, the commissioners will carefully count and make duplicate returns of the result of the election; stating, also, in four separate lists, respectively, the number of white voters for, the number of colored voters for, and the number of each, against the Constitution. The ballots will then be replaced in the ballot boxes, which will be sealed, and together with the registration and election records, will be carried by one of the Commissioners to the Court House, or place designated, and turned over to the Board of Registrars.

The Board will then carefully count and make duplicate returns of the votes cast, in the manner prescribed for commissioners of election, and will see whether the vote of each precinct corresponds with the record of the commissioners.

The ballots will then be replaced in the ballot-boxes, which will be sealed, and together with the registration of election records, will be turned over to such parish officer or member of the Registration Board as said Board may select, who will receipt therefor, and will be held responsible for the same. Each member of the Board will make affidavit to the correctness of the returns, one copy of which will then be brought by some member of the Board to the Commanding General of the Fifth Military District, at New Orleans, the other copy will be retained by the Board until further orders.

VI. The Boards of Registrars and Commissioners will see that a full and fair opportunity is given for depositing his ballot, to every man entitled to vote, and will generally do everything that is requisite to secure a full and impartial expression of the opinions and wishes of the registered voters.

VII. If from any cause the elections in any of the precincts cannot be held, as for instance, the inability to procure properly qualified Commissioners, the Boards of Registrars will give timely notice to the voters thereof as to where they shall vote in an adjoining precinct, in their own Parishes.

VIII. No persons shall act as Commissioners or Registrars, under this order, who are candidates at the election for any office.

IX. The Sheriff of the Parish is made responsible for the preservation of good order, and the perfect freedom of the ballot at the various election precincts in his parish. To this end he will appoint a deputy—he shall duly qualified under the laws of the State—for each precinct in the Parish, who will be required to be present at the polls and at the counting of the votes [illegible].

X. All places where intoxicating liquors are retailed, will be closed on the days of election, and such sale of liquors is prohibited during said election days.

XI. Military interference with elections, "unless it shall be necessary to keep the peace at the polls," is prohibited by law, and no soldiers will be allowed to appear at any polling place, unless as citizens of the State they are registered as voters, and then only for the purpose of voting; but the Commanders of Posts will be prepared to act promptly if the civil authorities fail to preserve the peace.

XII. When the returns shall have been received at the Headquarters of the Fifth Military District, the result of the election will be published by the Commander thereof.

XIII. Persons who convey returns to the Headquarters of the Fifth Military District, will be paid, at New Orleans, reasonable expenses incurred in making the journey and returning.

[illegible] duties will promptly and fully obey every demand made upon their official services in preserving the peace and good order by the Commissioners of election. Deputies appointed in accordance with the foregoing will be paid the same as Commissioners, on accounts approved by the Registrar, out of the reconstruction fund.

As an additional measure to secure the purity of the election, each Commissioner and Registrar is hereby clothed, during the election, with authority to call upon the civil officers of the Parish to make arrests, and in case of the failure of the aforesaid civil officers, are empowered to perform their duties, during the election. They will make full report of such failures on the part of civil officers, to the Commanding General, Fifth Military District.

VIII. No persons shall act as Commissioners or Registrars, under this order, who are candidates at the election for any office.

We do not know but we infer that Mr. Hendricks, of Indiana, withdrew his objection to the swearing of Mr. Wade with the expectation that the same objection would be raised in another form from before the commencement of the trial. Mr. Johnson surely has the right to challenge any one of the judges for cause.

XIV. In case of questions arising as to the right of any individual to be registered, the person deeming himself aggrieved is entitled to his appeal from the decision of the Board, and the Boards are directed to make a full statement of the facts in such cases, and to forward the same to these Headquarters without unnecessary delay.

XV. Should Congress enact hereafter that at the approaching election votes shall also be cast for State and other officers, the same Registrars and Commissioners will act under this order for the election of said officers. In such an event, orders will issue from these Headquarters notifying the qualified voters that such an election is authorized.

* * * * *

By command of Major General HANCOCK.

GEO. L. HARTSUFF, Assistant Adjutant General.

Official: NATHANIEL BURBANK, 2d Lieut. 37 Infy. Brvt. 1st Lieut. U. S. Army, Acting Assistant Adjutant General.

Stevens House,

21, 23, 25 & 27 BROADWAY, N. Y.
Opposite Bowling Green,
ON THE EUROPEAN PLAN.

THE Stevens House is well and widely known to the traveling public. The location is especially suited to merchants and business men; it is in close proximity to the business part of the city—is on the highway of Southern and Western travel—and adjacent to all the principal Railroad and Steamboat depots.

THE STEVENS HOUSE has liberal accommodations for over 300 guests—it is well furnished, and possesses every modern improvement for the comfort and entertainment of its inmates. The rooms are spacious and well ventilated—provided with gas and water—the attendance is prompt and respectful—and the table is generously provided with every delicacy of the season—at moderate rates. The rooms having been refurnished and remodeled, we are enabled to offer extra facilities for the comfort and pleasure of our Guests.

Sept11 6m GEO. K. CHASE & CO., Proprietors.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	—
Buckwheat	—
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	—
" Meal	—
Hair, plastering	—
Lime, unslacked	—
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	33
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	—
" sweet	—
Peas	—
Rye	56
Seed Blue Grass	10
Seed, Clover	62
" Flax	56
" Hemp	42
" Timothy	45
" Hungarian Grass	50
Salt, Coarse	—
" Fine	—
Sand	—
Turnips	—
Wheat	60

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs.	per bushel.
Corn shelled	56	"
" in ear	70	"
Oats	32	"
Rye	56	"
Buckwheat	52	"
Barley	48	"
Malt	34	"
Beans	60	"
Cow Peas	60	"
Irish Potatoes	60	"
Onions	54	"

Postage to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Not over ½ oz.	Not over ¼ oz. (Letters)	Newspapers.
Africa, west coast, British mail	..	33	4
Argentine Republic, via England via France	30	45 / 60	4
Aspinwall	..	10	
Australia, Br. M. via Southampton	..	33	6
do via Marseilles	39	45	8
by private ship from N. Y. or Boston	..	5	2
French mail (S. Austr'accomp'ry)	*30	*60	
by Brem. or Ham mail, via Marseilles and Suez	50	102	
Algeria, French Mail	*15	*30	2
by Brem. & Ham. mail via Trieste	..	55	
Austria and its States, Pr. closed mail	..	*30	6
do do when prepaid	..	28	
do by Brem. or Ham. mail	..	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail			*21
Bahamas, by direct steamer from New York	..	5	2
Belgium, French mail	*21	*42	
closed mail via. England	..	*27	5
open mail via. London by Am. pkt.	..	21	2
do. do. by British pkt.	..	5	2
Brazil, via. England	..	45	4
via. France, in Fr. m. from Bordeau	*33	*66	
By American Packet	..	10	2
Bremen, Prussian closed mail	..	*30	6
do. do. do. when prepaid	..	28	
do. Bremen mail	..	*10	2
do. Hamburg mail	..	*15	3
do. French mail	*21	*42	
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	..	*10	2
do. dist. exceed 3000 miles	..	*15	2
Buenos Ayres, via England	..	45	4
do. via France, by French mail from Bordeaux	30	60	
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	..	45	8
do. do. Marseilles	..	58	8
Chili	..	34	6
China, Br'sh M. via Southampton	..	45	6
do. via Marseilles	..	53	8
do. by Br'n or Ham. m., via Trieste	..	55	
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	72	
French mail	30	60	2
by mail to San Fran., thence by pr. ship	..	3	
Costa Rica	..	10	2
Cuba	..	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	..	33	9
by Bremen or Hamburg Mail	..	20	3
French Mail	27	54	
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt.	..	5	6
Prussian closed mail, via Trieste (Eng. posses.) Pr. cl. m. via Trieste	..	68	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's. and Suez	..	36	12
by Brem. or Ham. m. via Trieste	..	72	
French mail	30	64	
Ecuador	..	34	6
France	*15	*30	2
Frankfort, French mail	*21	*42	
Prussian closed mail	..	*30	6
do do when prepaid	..	28	
Brem. or Ham. mail	..	*15	3
German States, Prus. close'd mail (if prep 28c)	..	*30	6
French mail	*21	*42	
Bremen mail	..	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	..	*15	3
Great Britain and Ireland	..	*24	2
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	..	*10	2
Bremen mail	..	*15	3
Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	
French mail	*21	*42	
Hanover, Prussian closed mail	..	*30	
do when prepaid	..	28	
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	21	*42	
Hayti, via England	..	45	4
Hong Kong, Brit m via Mar's	..	53	8
do via Southampton	..	45	6
by French mail	30	60	2
by Bremen or Hamburg mail	..	30	
Prussian closed mail	..	36	10
Indian Archipelago, French mail	30	60	6
Italy, via. Bremen or Hamburg mail	..	..	5
British mail via Marseilles	39	45	4
Martinique, via England	..	45	4
Mauritius, Br. m. via Southampton	..	33	6
do do via Marseilles	39	45	8
do French mail	30	60	
Mexico	..	10	2
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	..	42	13
do Bremen or Hamburg mail	..	38	4
do French mail	33	66	
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	..	5	2
New Grenada, (except Aspinwall and Panama)	..	18	6
Nicaragua, Pacific Slope, via Pana	..	10	2
do Gulf Coast of	..	34	6
Panama	..	10	2
Paragua, Brit. mail, via England	..	45	4
Peru	..	22	6
Porto Rico, Bri. mail via Havana	..	33	6
Portugal, Brit. mail via England	33	45	8
Prussia, Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	*21	*42	
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c)	..	*37	8
by Bremen or Hamburg mail	..	*29	
French mail	*30	*60	2
Sweden Prus cl. m. (if prep. 34c)	..	38	10
do. Hamburg or Bremen Mail	..	33	4
do. French mail	33	66	
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid) 40c.	..	42	11
do. do. French mail	*21	*42	
Bremen or Hamburg mail	*28	..	
Savoy, District	*15	*30	2
Roman States, Prussian closed m.	44	..	12
Bremen or Hamburg	*28	..	
French mail	*27	*54	2
Singapore, Br. m. via Southampton	..	45	6
via Marseilles	..	53	8
do. French mail	30	60	
Spain, Br. m. by American packet	..	21	2
do. by British pac.	..	5	2
do. French mail	..	..	2
do. by Brem. or Ham mail	30	42	
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	..	18	3
do. via Havana	..	34	6
Switzerland, Prus. cl m. (if prepaid 35c.)	..	*35	9
French mail	*21	*42	2
by Bremen mail	..	*19	4
by Hamburg mail	..	*19	3
Venezuela, British mail via Southampton	..	45	4
West Indies, British	..	10	2
not British, (except Cuba)	..	34	6

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail," if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail," if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT.

Premiums during the year ending 31st December 1867.		
On Fire Risks	$319,916 16	
On Marine Risks	68,489 44	
On River Risks	22,789 81	
Total Premiums		$411,195 41
Less. Premiums unearned 31st December, 1867	$115,562 00	
Return Premiums	4,115 41	
		$119,677 41
Net earned Premiums		$291,523 00
Losses:—		
On Fire Risks	$ 59,760 62	
On Marine Risks	61,488 16	
On River Risks	19,039 44	
	$140,488 22	
Taxes	11,566 88	
Reinsurances	5,274 31	
Expenses, less interest account	10,180 83	
Interest on Scrips	24,568 60	
		$194,078 84
Profit		$ 97,449 16
The Company have the following assets:		
Bills receivable for Prem'ums	$ 8,734 81	
Notes secured by pledge and mortgage	219,307 00	
Due for premiums in course of collection	49,323 91	
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks, City Bonds, etc.	133,343 44	
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	99 136 00	
Cash on hand	84,777 38	
	$593,621 01	
Less: Depreciation on the above	94,850 43	
Net		$500,772 6
Less: Unearned interest on Scrips	$ 7,039 76	
Interest payable on outstanding Scrips	26,568 00	34,207 76
		$520,701 59

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.

J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December, 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS—

George Urquhart, Chas. Lafitte,
A. Rochereau, J. M. Lapeyre,
G. W. Sabcock, A. Schriber,
T. B. Blanchard, John Gauche,
Wm. Stevens, W. T. Williams,
J. A. White, J. Tuyes.

Office—111 Canal street. jan12 1m eod 1y

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at 26 Tivoli Circle, or at L. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

Summer Arrangement.

PARENTS and Young Gentlemen can make liberal arrangements, and themselves and sons be qualified, by early fall, for positions worth $1000, $2000, or $3000 per annum, if they apply at DOLBEAR COMMERCIAL COLLEGE, corner of Camp and Common streets, immediately. A Business Education is the best fortune for young Gentlemen. There are Professors for Penmanship, Bookkeeping, Commercial Calculations, Commercial Law, English French Spanish, German, Latin, Greek, and the higher Mathematics.

RUFUS DOLBEAR, President.

my 26 1y

JUDICIAL SALES.

Achille Chiapella vs. G. F. Burthe.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 21,437.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 18th day of April, 1868, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

THE UNDIVIDED FOURTH OF A CERTAIN LOT OF GROUND situate in the First District of this city, designated by the No one on a plan drawn by the sheriff of the parish of Orleans in the office of H. B. Cenas, late a notary public in this city. Said lot forms the corner of Hevia and Carondelet streets, and measures twenty five feet nine inches front on Carondelet street, by one hundred and seventy-nine feet six inches in depth, with the use of an alley twenty feet wide, common to said lot and others; together with the undivided fourth of all the buildings and improvements thereon thereunto belonging.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, on the spot.

GEO W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh17 26 ap3 11 18

Tertulien Villa vs. Widow A. Labarthe.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 24,642.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on THURSDAY, the second day of April, 1868, at 12 o'clock m., the following described property, viz:

TWO LOTS OF GROUND situated in faubourg Tremé, in the Second District of this city, in the square bounded by Tremé, Marais, St. Philip, and Ursulines streets; said lots adjoining one another, and making part of the lot designated by the number Twelve, on a plan of 5th June, 1826, deposited in the office of Felix de Armas, late a notary public in this city, by act of 28th July of same year, and measuring, French measure, each, twenty-six feet two inches front on Tremé street, one hundred and twenty feet deep, and twenty-six feet three inches and six lines in the rear, and terminating on both lots numbers eight and nine of said plan; together with the buildings and improvements thereon.

Which said property belongs to defendant, namely for one fifth, she has received the succession of her deceased father, the other four-fifths, for having purchased the same, from her co-heirs, by act passed before Jos. Cuvillier, notary public in this city, on the 22d April, 1861.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh1 8 15 24 ap2

Thomas Janney & Co. vs. Mrs. Margaret S. Brown and James G. Brown.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 21,692.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 4th day of April, 1868, at 12 o'clock m., the following described property, viz:

1. SEVEN LOTS OF GROUND, together with all the rights, ways and advantages thereunto belonging or in any wise appertaining, situate in the square No. 93, bounded by Prytania, Plaquemines (or Coliseum) Seventh and Eighth streets, in the Fourth District of this city, and designated by the Nos. 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21, on a plan drawn by Henry Moelhausen, late architect and surveyor, on the 4th of May, 1844, and deposited in the office of L. Hermann, then a notary public in this city, per act dated 12th June, 1844; said lots 15, 16, 17 and 18 each measure 31 feet front on said Eighth street, by a depth of 125 feet, between equal and parallel lines, lot No. 15 forming the corner of Eighth and Plaquemines streets, and lots Nos. 19, 20 and 21 measure each 30 feet front on said Eighth street, by a depth of 125 feet, between equal and parallel lines, all American measure, which seven lots of ground were acquired by Robert C. Hutchinson by purchase from Frederick Wing, by an act executed before Wm Lawrence Poole, notary public in this city, on the 9th of August, 1859.

2. AND A CERTAIN LOT OF GROUND, together with all the improvements thereon, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto belonging or in any wise appertaining, situate in the Fourth District of this city, in the square bounded by Seventh, Eighth, Chestnut and Plaquemines (now Coliseum) streets, designated as lot No. 16, on a plan drawn by Moelhausen, late Surveyor, dated May 4th, 1844, and deposited in the office of Lucien Hermann, late a notary public in this city. Said lot forms the corner of Eighth and Plaquemines (now Coliseum) streets, and measures 32 feet front on Eighth street, by a depth of 125 feet, between parallel lines, and which said property was acquired by Robert C. Hutchinson by purchase from Wm. Gude, per act passed before William Shannon, notary public in this city, on the 3d of August, 1865, and which said properties were purchased by defendant Mrs Margaret S. Brown, from Robert C. Hutchinson, by act passed before T. O. Starke, notary public in this city, on the 5th of February, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh4 12 20 28 ap4

G. H. Braughn vs. P. O. Reiley.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 20 446.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, on the premises hereinafter designated, on TUESDAY, the 31st day of March, 1868 at 10 o'clock a. m.

The contents of a GAS FITTING ESTABLISHMENT, situated at No. 124 Rampart street, in the First District of this city.

Also, a lot of HOUSEHOLD FURNITURE and machines, five boxes of O ... and one Gold Watch and Chain. The whole as per inventory which can be seen in my office.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh18 21 24 28 31

Joseph Bontemps vs. Duncan Kennedy, Jr. and Mrs. Stéphanie LeBlanc.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 19,376.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause I will proceed to sell at public auction on the premises hereinafter designated, on SATURDAY the fourth day of April, 1868 at 10 o'clock a. m.

All the FURNITURE and MOVABLE EFFECTS contained in the house occupied by defendant Duncan Kennedy, Jr., and situated at No. 328 St. Claude street, as per inventory which can be seen in my office.

Seized in the above suit, as belonging to defendant, Duncan Kennedy, Jr.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

mh25 31 ap1 4

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance.	*10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. *15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged between the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philipine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce; double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce, and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in fullvit destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, via Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, the countries beyond seas via France, others than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply, and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.* Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

ROUTES OF TRANSMISSION, &C.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction, "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in the French Mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed, "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed, "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed, "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent "via France," otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool, by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. P. Janvier, Secretary.

Citizens' Mutual Insurance Company, No. 3 Carondelet street—O. Gaillard, President; H. Castarede, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President; C. Williams, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas. H. Wheeler President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Baquie, Secretary.

Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending Nov. 30, 1866		$396,315 35
Fire premiums	$251,426 04	
Marine	88,216 61	
River	56,673 70—	$396,315 35
Less unterminated risks	$ 47,946 00	
Returned premiums	2,942 00—	50,888 00
Net earned premiums		$335,427 29
Losses paid:		
Fire losses	$102,194 96	
Marine losses	104,111 22	
River losses	18,047 28	
	$224,353 46	
Re-Insurance	10,483 11	
Twenty and twenty-five per cent. returns	30,019 74	
Add expenses, internal revenue taxes, profit and loss, interest on scrip less interest, etc.	31,261 21—	296,116 34
Net profits		$ 39,310 65
Net earned premiums 30th Nov., 1866		$335,427 29
Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned		176,666 30
Amount participating in profit		$148,761 06
The company have the following assets:		
Bills receivable		$ 36,108 37
Premiums in course of collection		110,967 06
Invested in bank stocks		71,301 56
Loans on pledge		26,427 79
Loans on mortgage		12,267 43
Invested in railroad bonds		8,350 00
Invested in scrip of insurance company		59,052 00
Cash on hand		20,300 22
		$346,775 28

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company:

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1866.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 30th November, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next; and have further resolved to pay six per cent. on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday in February, 1866.

TRUSTEES:

J. Lorber, A. Miltenberger,
A. Verlein DeGruy, J. Lemore,
John Gauche, L. Grand,
Jas. A. White, T. Avendano,
O. Gaillard, A. H. D'Mesa,
J. A. Brouse, F. Mathon,
A. Bidault.

Office, No. 3 Carondelet street.

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE Crescent Mutual Insurance Company.

MAY 23, 1867.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on to 30th of April, 1867:

Fire Premiums for year	$396,093 01	
Marine Premiums for year	160,885 66	
River Premiums for year	284,577 35	
Total		$841,556 02
Total net earned Premiums		$756,734 54
Paid Fire Losses	$119,488 49	
Marine Losses	124,502 47	
River Losses	287,937 02	
Taxes	33,669 44	
Paid Profit and Loss, Reinsurance, Discount in lieu of Scrip, Interest, General Expenses, less discount	151,921 29—	708,529 71
Net Profits		$48,204 83
The Company have the following Assets:		
Bills Receivable	$40,154 78	
Loans on Bond and Mortgage	82,843 33	
Loans on Pledge of Stocks	22,596 98—	145,595 09
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account		46,166 68
Real Estate		79,000 00
Cash on hand		135,118 90
Consolidated 6 ⅌ cent Bonds	$30,000 00	
City Bonds	96,580 00	
Bank Stocks' Account	175,677 7	
Vallette Dry Dock Company	12,000 00	
Merchants' Exchange	1,000 00	
N. O. Lightering and Wrecking Company	500 00—	315,757 17
Due for Premiums in course of collection		79,376 44
Assets		$792,014 85
The Company have also—		
Suspended Notes, Stocks and Bonds		$436,385 21
Forfeited Scrip Account		7,858 54
Interest uncalled for		9,295 58

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 22d day of May, 1867.

G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at SIX per cent in cash on all the Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of TWENTY per cent on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1867; for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.

—Trustees.—

John Watt, C. T. Buddecke,
Sam. B. Newman, P. H. Foley,
Wm Edwards, A. G. Ober,
J. Norman Jackson, A. Thomson,
P. Simms, John Phelps.
L. F. Spyker. may23tf

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending on 31st May, 1867, including unearned premiums of the previous year.		
On Fire Risks	$895,910 45	
On River Risks	200,336 06	
On Marine Risks	337,231 32	
Total Premiums		$1,433,479 86
Less Premiums unearned on 31st May, 1867	$234,182	
Return Premiums	25,955 39—	260,137 3
Net earned Premiums 31st May, 1867		$1,183,342 87
Losses paid during the year:		
On Fire Risks	$311 223 98	
On River Risks	179,719 48	
On Marine Risks	278,627 60	
	$789,570 92	
Taxes	58,650 97	
Reinsurances, expenses profit and loss, less interest	82,302 44—	930,523 33
Net profits		$256,818
The Company have the following assets:		
Real Estate		$159,617 97
Notes secured by mortgage		401,980 19
Notes secured by pledge		100,007 40
Cash on hand		74,750 35
Premiums in course of collection		95,629 88
City Bonds		56,020 00
Bank and Railroad Stocks		142,735 00
Bills Receivable		113,391 76
Scrips of Mutual Insurance Companies		36,715 00
Stock of Vallette Dry Dock		15,000 00
" Levee Steam Press		5,000 00
" Gas Light Company		5,000 00
" Marine Dry Dock		3,950 00
" Merchants' Exchange		1,000 00
Lightering and Wrecking Company		1,000 00
State Bonds		1,600 00
Total		$1,406,416 43
Less—		
Unclaimed interest and interest, payable in July next, on all outstanding Scrips	$95,264 13	
Thirty per cent. curtailment on Scrip of 1859, payable in July	39,548 00	
Unearned Premiums on 31st May, 1867	234,182	378,994 3
		$1,027,421 81

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 6th day of June, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 6th June, 1867, it was resolved to declare a scrip dividend of twenty per cent on the net earned premiums for the year ending 31st May, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also, to pay on and after the second Monday in July next THIRTY PER CENT CURTAILMENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS:

John Pemberton, J Morgan Hall, David McCoard
P. Maspero, Pierre Pouta, S. Z. Relf,
L. F. Generes, J. J. Fernandes, Chs. Sagory,
E. Dupasseur, M. Puig. 1m7 tf

Statement of the Merchants' Bank

On the Morning of February 2d, 1868, previous to Resumption of Active Business.

LIABILITIES.

Capital Stock, 8472 shares at $40		$754,160 00
Individual Depositors	$8,489 93	
Due Distant Banks and Bankers	137 40	
Unpaid Dividend	5,043 00	
Outstanding Check on New York	36 70	
		$14,261 03
Circulation		19,015 00
Total liabilities		$33,[illegible] 03

ASSETS.

	TOTAL AM'NT.	VALUE.
Cash on hand to Cur'nt Funds	$86,875 36	$85,375 39
Notes and Bills Discounted maturing	19,599 78	19,599 78
Notes and Bills Discounted protested	104,179 97	73,000 00
110 Bonds City of New Orleans in favor of Railroads	110,000 00	75,000 00
100 Jackson Railroad 1st Mortgage Construction Bonds	100,000 00	65,000 00
40 Shares Merchants' Bank Stock taken in settlement	1,200 00	801 00
Matured Coupons Jackson Railroad Bonds	360 00	216 00
Real Estate, Banking House (in litigation)	20,000 00	
Real Estate other than Banking House	42,000 00	42,000 00
Banking House, Fixtures and Furnitures	2,500 00	2,500 00
Total Assets	$512,714 24	
Estimated Value of Assets This Day		$286 00[illegible]

A full statement of PROTESTED PAPER, estimated in our Assets at $58,000, is OPEN FOR EXAMINATION.

mh1 2w THOS. I. DIX, Cashier.

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY.

39............Carondelet Street............39
NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (for eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$413,636 42.

ASSETS

30th April, 1867...................$546,815 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.

HARMON DOANE, Vice President.

ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES:

James Hewitt, J. J. Warren,
W. A. Johnson, Wm. Ball,
W. Burbridge, Robert Pitkin,
Jno. L. Noble, Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood, Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington, Sam'l E. Moore,
Hugh McColl, Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith, Thos. M. Scott,
I. Caulfield, Joseph Block,
John Chaffe, J. B. Jennings,
L. H. Terry, R. T. Buckner,
Jas. D. Blair, H. H. Ware,
Sam'l Friedlander. augl1

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 8th day of February, 1868 judgment was rendered in this Court, in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 20 500—Madame Louise Eliza Jouchevey, wife of Lucien Allibert, vs. her husband. This cause came up to-day; Duvigneaud for plaintiff; Buisson for defendant. When after hearing pleadings and evidence, and the Court being of opinion that the law and the evidence adduced are in favor of plaintiff—it is adjudged and decreed that there be judgment for the plaintiff. Louise Eliza Jouchevey, against the defendant, Lucien Allibert, her husband, decreeing a separation from bed and board between the said parties, with costs; and the plaintiff to have the care and guardianship of their children.

Judgment signed February 13th, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 26th day of February, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United states.

ZACK J. DOWTY, Dep. Clerk.

feb29-14-29 march

THE STATE OF LOUISIANA.—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 24th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit—Maria Emma Guerineau wife of Felix Greeves, vs. Felix Greeves.—No. 18,971—On motion of Frank Haynes, attorney for the plaintiff in this cause, and upon submitting due proof of her demand and by reason of the law and the evidence being in favor of plaintiff—it is adjudged and decreed that the judgment by default therein entered on the 19th instant be now confirmed; that plaintiff, Maria Emma Guerineau, do have and recover of the defendant, Felix Greeves, her husband, the sum of Twenty Thousand Dollars, with mortgage on the real estate of her said husband, situated in St. Charles street, corner of Commercial Alley, and known as Dubois Row—which mortgage to bear date 17th April, 1863—with legal interest on said sum from judicial demand; and that there be judgment herein decreeing a separation of property between the said parties, and that defendant pay the costs of this suit.

Judgment signed February 28th, 1868.

[Signed] CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court, at the city of New Orleans, on this 5th day of March, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the independence of the United States.

A. D. BERNOUDY, Deputy Clerk.

mh 6 31 in 30d

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT Court of New Orleans—I hereby certify that on the 11th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 20 655—Marianne Dazet, wife of Ferdinand Cais, vs. Her Husband. On motion of Fred Buisson, attorney for plaintiff in this cause, and upon producing to the Court due proof in support of her demand, and by reason of the law and evidence being in favor of plaintiff: It is ordered adjudged and decreed that judgment be accordingly entered in favor of plaintiff, Marianne Dazet and against her said husband, Ferdinand Cais, decreeing a separation from bed and board, to take place between the parties and [illegible] and board, to take [illegible] to pay the costs.

Judgment signed February 19th, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 19th day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-eight and the ninety second year of the Independence of the United States.

ZACK J. DOWTY, Deputy Clerk.

feb8 31 30d

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—State of Louisiana, to all whom these presents shall come—Greeting. Whereas, Hermann T. Schilling has purchased from the widow and heirs of James L. Powers, by act passed before Andrew Hero, notary public, on the 29th day of February, 1868, and in conformation of an adjudication made by N. J. Hoey auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the fifth day of March A. D., 1868, for a Monition, or Advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled, "An act relative to monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye and all persons interested therein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements or advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day the Monition is first inserted in the public papers why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by N. J. Hoey, auctioneer, on the fifteenth day of February, A. D. 1868, by virtue of a decree of this Court, rendered on the tenth day of January, A. D. 1868, in a suit entitled James Lewis Powers vs. Eleanor O. Grandin et als., No. 18 033 of the Docket of this Court at which sale the said Hermann T. Schilling became the purchaser for the price of ($1000) one thousand dollars.

Description of property, as given in the Judicial Conveyance:

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with the improvements thereon, and all the rights, ways, privileges and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situate in the First District of this city, in the square comprised within St. Charles (late Nayades,) Erato, Carondelet, (late Apollo) and Clio streets, designated as lot "B" on a plan drawn by L. Reizstein, surveyor, dated the twenty-seventh day of January, eighteen hundred and sixty-eight, and deposited for reference in the office of A. Hero, Jr., notary, as plan No. twenty-two, according to which said plan said lot measures, in American measure, thirty-one feet eleven inches and five lines and a quarter line front on Erato street, by a depth of one hundred and twenty-seven feet two inches between parallel lines; being the same property (described in French measure) which the late James Lewis Powers acquired by purchase from Jean Louis Lubin, by act passed before Pierre Coudrain, a notary in this city, on the fifteenth day of August, one thousand eight hundred and fifty five.

Clerk's office, Second District Court of New Orleans, March 6th, 1868.

P. R. O'RORKE, Clerk.

mh10 18 in 30d

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the 29th day of January 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit: Barbette Goudchaux vs. Joseph Dreyfous—No. 18,869—On motion of Cotton & Levy, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof in her favor—It is ordered and adjudged that the default herein entered on the 22d January 1868 be now confirmed and made final that there be judgment in favor of plaintiff, Barbette Goudchaux, wife of Joseph Dreyfous, and against defendant, the said Joseph Dreyfous her husband, that said parties be separated in property and the community of acquets and gains heretofore existing between them be dissolved and that defendant pay costs of suit.

Judgment rendered January 29th, 1868.

Judgment signed February 3d, 1868.

[Signed] CHAS. LEAUMONT, Judge

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 6th day of February in the year of our Lord One Thousand Eight Hundred and Sixty-Eight, and the Ninety-Second Year of the Independence of the United States.

F. A. WOOLFLEY, Clerk.

mh 2[illegible]

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1866 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.

2. From the payment of debts in a former [illegible] lost, and which have not paid a previous income tax.

3. From rents.

4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold

5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.

6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.

7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.

8. From gains and profits of any incorporated company not divided.

9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.

10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.

11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.

12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.

13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.

14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.

2. National, State, county and municipal taxes within the year.

3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.

4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.

5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.

6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.

7. Amount actually paid for rent of homestead.

8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.

9. Interest paid out of falling due within the year.

10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.

11. Interest or dividents from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(*Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.*)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President, J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier

Crescent City Bank, No. 104 Canal street (up stairs)—John Pemberton, President; Charles Faurie, Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

First National Bank, No. 37 Camp street—D. B. Forbes, President; ——— Vice President; Louis Mieg, Acting Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—G. W. Cochran, President; Jules Cassard, Cashier.

City Bank of New Orleans, No. 15 Commercial Place—Richard Jones, Manager.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. F. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, corner of Royal and Conti—J. A. Blanc, President pro. tem.; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President, G. Cresat, Cashier.

Bank of New Orleans, corner St. Charles and Union streets—Frank Williams, President, A. Duchiron, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President, John G. Devereux, Act. Cashier.

Smith, Newman & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, No. 50 Camp street—W. R. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—F. K. Lavillebeuvre, President; Geo. A Freret, Cashier.

M. Judson, cor. Camp and Common streets.

Burke & Co., No. 54 Camp street

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President; Jas. W. Carroll, Vice President and Hull, Cashier

Wood, Coal, Sand, Etc.

J. C. KATHMAN,

Tropical R[illegible] Dealer in Coal, Charcoal, Coke, White Sand and Fire Wood,

224......Bienville street......224

[illegible] NEW ORLEANS.

Orders left at the above place or Box 55 Mechanics' Exchange, will receive prompt attention. dec24 3m

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres street.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month net.	2 mos. net.	3 mos. net.	6 mos. net.	12 mos. net.
One	$12	$22	$30	$48	$75
Two	22	38	50	80	138
Three	30	55	70	110	175
Four	38	67	90	140	226
Five	46	80	105	170	275
Six	54	93	120	200	325
Seven	60	105	135	230	375
Eight	65	115	150	260	420
Nine	70	125	165	290	460
Ten	75	135	180	320	500
Eleven	80	145	195	350	540
Twelve	85	155	210	380	580
Thirteen	90	165	220	410	620
Fourteen	95	175	230	430	660
Fifteen	100	185	240	450	700
Thirty	175	230	450	750	1300

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,590 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,002 34	
Premiums on River Risks	107,250 23	
Premiums on Fire Risks	172,337 43	
		$321,590 0
Less Return Premiums	1,599 90	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,851 00	
		41,450 10
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,139 1
Losses paid during same period:		
On Marine Risks	26,960 74	
On River Risks	109,626 94	
On Fire Risks	30,297 46	
	166,085 14	
Re-Insurances	12,947 3	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc, less Discount and Interest	38,708 31	
		$ 0 78
Remaining		62,398 32
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,391 22
Reserved for Unadjusted Losses		5,007 10
The Company have the following assets:		
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		347,000 00
35 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		35,000 00
36 Bonds State of Louisiana of $500 each		18,000 00
68 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		68,000 00
80 U. S. 5-20 Bonds of $500 each		40,000 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
800 shares Bank of New Orleans —$50 each, valued at $30	24,000 00	
650 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	32,500 00	
845 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50	42,250 00	
500 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50	25,000 00	
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
100 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,500 00	
		$127 125 0
Cash on hand		51,693 50
Real Estate No. 78 Camp street		50,000 00
Loans on Pledges		62,415 00
Bills Receivable	12,745 59	
Less Bad and Doubtful	6,544 14	
		6,201 45
Outstanding accounts in course of Collection	70,056 62	
Less Bad and Doubtful	10,211 65	
		59,844 97
Scrips of other Insurance Companys		8,444 00
Total Assets		$878,724 02

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next; and they have further

Resolved, That in view of the depreciation of the Assets of the Company, the Scrip issues of the years 1858, 1859, 1860 and 1861, be and the same are hereby called in (in accordance with the requirements of the Charter) for a Reduction of Twenty-five Per Cent on each issue; and that the said Scrips shall be surrendered for reduction on payment of the annual interest, as declared by a resolution of this Board adopted this day.

ALFRED MOULTON, President.

WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES:

E. K. Converse, B. P. Ethell,
Robert Hare, Jos N. Isenhour,
Jos. Hoy, J. H. Ludwigsen,
Alfred Moulton, A. H. May,
J. M. Allen, Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers, W. M. Perkins.

Jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company,

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO. New Orleans, 3d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867.

Amount of Premiums for the year ending 31st December, 1867, viz:		
On Fire Risks	$166,471 53	
On Marine Risks	65,930 94	
On River Risks	85,402 24	
	$317,804 71	
Add unterminated risks, on 1866	66 885 00	
		$384,689 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,418 00	
Return premiums for 1867	2,596 64	
		$ 63,014 64
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$321,675 07
Losses paid during same period, viz		
On Fire Risks	$32,051 12	
On Marine Risks	39,641 76	
On River Risks	35,022 94	
	106,715 82	
Add re-insurances	2,597 75	
Dis. on Prem	48,466 87	
	50,974 62	
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc., less discount and interest	71,619 31	
Reserved for payment of interest on Scrips due in 1866	55,213 10	
		$284,513 85
Net profits		$ 37,161 82
The Company have the following Assets, viz:		
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c		$167 200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds valued at 70c		86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c		71,400 00
Twenty five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c		17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c		2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c		3 000 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c		4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc.		[illegible]
Loans on Pledge		25 [illegible]
Loans on Mortgage		[illegible]
Bills Receivable		[illegible]
Premiums due in course of collection		47 [illegible]
Scrips of other insurance companies		12 [illegible]
Uncurrent funds		[illegible]
Coupons on City Bonds due, not collected		[illegible]
Cash on hand		84 [illegible] 41
		$[illegible] 81

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty-Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 10th day March next.

THOMAS SLOO, President.

JOHN G GAINES, Vice President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS

Jno. G. Gaines, E. J. Hart,
Henry Renshaw, Jno. C. Ricks,
H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer,
E. Biscoe, J. B. Bres,
J. C. Batelli, Thos. Sloo,
Theo. A. James. jan17

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMPANY.

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE. Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fore and aft deck or 2d aft deck $[illegible] gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $180 in gold

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years, pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

All passage by this line is payable in gold

All passage after the 1st of February the French steamship VILLE DE PARIS will leave regularly every month for Havana in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to VICTOR PERRILLAT, Agent, No. 17 Commerce street.

la 21tf

Choice Lumber for Counters, &c.

15,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a lot of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by ALF. McCONNELL, 144 Carondelet street.

jel3 1y